

Brochure n° 3005-I

Accords nationaux
TRAVAUX PUBLICS
(Tome I : Accords nationaux)

Brochure n° 3107

Accords collectifs nationaux
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

ACCORD DU 4 DÉCEMBRE 2009
RELATIF AU FINANCEMENT DE LA FORMATION DANS LES TRAVAUX PUBLICS

NOR : ASET1050382M

Entre :

La fédération nationale des travaux publics ;

La fédération nationale des sociétés coopératives de production, section
travaux publics,

D'une part, et,

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La fédération générale du BTP et ses activités annexes CGT-FO ;

La CFE-CGC BTP,

D'autre part,

Vu la loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu l'article L. 6332-3-1 du code du travail ;

Vu l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009 sur le développement de la formation tout au long de la vie professionnelle, la professionnalisation et la sécurisation des parcours professionnels ;

Vu l'avenant du 5 octobre 2009 à l'accord national interprofessionnel du 7 janvier 2009 sur le développement de la formation tout au long de la vie professionnelle, la professionnalisation et la sécurisation des parcours professionnels ;

Vu l'accord national du 6 novembre 1997 relatif au financement de la formation dans le bâtiment et les travaux publics ;

Vu l'annexe II à l'accord national du 14 avril 1997 relatif à la formation professionnelle dans les travaux publics,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Par dérogation aux dispositions de l'article 3 de l'accord national du 6 novembre 1997 relatif au financement de la formation dans le bâtiment et les travaux publics et à celles de l'annexe II de l'accord national du 14 avril 1997 relatif à la formation professionnelle dans les travaux publics, le taux de mutualisation du plan de formation applicable, au titre de l'année de salaires 2010, aux entreprises de travaux publics de 10 salariés et plus en option A est fixé comme suit :

- entreprises de travaux publics de 10 à moins de 20 salariés et celles franchissant le seuil de 20 salariés : 0,2565 % de la masse salariale ;
- entreprises de travaux publics de 20 salariés et plus (hors entreprises en franchissement de seuil) : 0,211 % de la masse salariale.

Le taux de mutualisation du plan de formation, englobant, d'une part, le taux fixé à l'article 3 de l'accord national du 6 novembre 1997 et, d'autre part, la cotisation minimale visée à l'annexe II de l'accord national du 14 avril 1997 relatif à la formation professionnelle dans les travaux publics, applicable, au titre de l'année de salaires 2010, aux entreprises de travaux publics de 10 salariés et plus en option B, est fixé à 0,291 % de la masse salariale.

Article 2

Les parties signataires suivront la mise en œuvre de cet accord et décideront d'opérer les ajustements qui s'avèreraient nécessaires.

Ils conviennent, en outre, de se réunir si l'OPCA TP en fait la demande dans un délai de 2 mois à compter de cette demande.

Article 3

Le présent accord sera déposé en application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Les signataires demanderont l'extension du présent accord en application des articles L. 2261-19 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 4 décembre 2009.

(Suivent les signatures.)